

# Ce que l'on ne vous dit pas sur les OGM

Bulletin d'information n°1 – Octobre 2006

## Sommaire :

1. Les scientifiques subissent des pressions et les organismes de contrôle ne sont pas indépendants
2. Collusion d'intérêt avec Monsanto au plus haut niveau de l'Etat aux USA.
3. Les firmes US de l'agroalimentaire ont créé l'OMC pour déréguler
4. Les OGM TUENT !
5. Pourquoi les pouvoirs publics persistent dans la voie des OGM, malgré les conséquences irréversibles.

2007 sera l'année où nous, les citoyens, mettrons fin à la guerre au vivant menée par des voyous en col blanc - avec la bénédiction de nombreux hommes politiques-, ou bien... celle de la résignation à la dictature des nécrotechnologies.

Ce bulletin est rédigé et diffusé par des citoyens conscients que l'information essentielle sur les OGM ne circule pas dans les médias, et qu'il est difficile d'agir quand on ne sait pas comment. Il se veut donc un outil de lutte pour la survie des générations futures.

Le prochain numéro sera consacré à la campagne  
« 2007 Sans OGM »  
S.E.

## Procès de Monsanto le 20 Sept 2006 à Carcassonne

Des amendes de 30 000 euros ont été requises par le tribunal correctionnel de Carcassonne à l'encontre de deux ex-responsables d'Asgrow, filiale de Monsanto, poursuivis pour "mise sur le marché d'OGM sans autorisation". Le jugement a été mis en délibéré au 13 décembre prochain.

A la suite d'un contrôle en 2000, des analyses effectuées sur des lots de semence de soja américain vendus à une société d'Albi par Monsanto avaient révélé la présence de deux OGM. A l'issue d'une longue bataille judiciaire, les deux dirigeants de la filiale de Monsanto à Trèbes (Aude) avaient été renvoyés en correctionnelle pour un procès qui est le premier de ce type en France et où la Confédération Paysanne s'est constituée partie civile.

Lors de l'audience, l'avocat du semencier, Me R. Saint-Esteben a rappelé que le ministère de l'Agri-culture considérait qu'en dessous de 0,1 % de trace, il n'y avait pas d'infraction ( !! ) Les trois témoins cités par la Confédération Paysanne, un spécialiste de génétique moléculaire, un agriculteur biologique et un chercheur à l'Inra, ont pour leur part rappelé "la dangerosité et les risques de contamination" des OGM.

Outre la Confédération Paysanne, l'UFC-Que Choisir, France Nature Environnement, et la Direction de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des Fraudes, étaient

au banc des parties civiles.

De nombreux militants anti-OGM s'étaient massés devant le tribunal au début de l'audience mercredi matin, avant de se rendre ensuite dans un square voisin. Là, près de 1000 personnes ont participé à une fête sur le thème "Faisons la fête aux OGM", avec notamment les interventions de Raoul Marc Jennar, José Bové et du généticien Albert Jacquard.

## Une nécro- entreprise

Avec six autres firmes américaines, cette entreprise a fabriqué une des plus terribles armes chimiques : l'agent orange, utilisé pendant la guerre au Cambodge. « 7 ans après l'arrêt des largages de défoliants, les substances toxiques se retrouvent désormais dans les fruits et les légumes cultivés dans des sols gorgés de la dioxine produite chez Monsanto. Une deuxième génération née après la guerre est victime des armes chimiques utilisées par les Américains.

« Ce ne sont pas des bébés qui naissent, ce sont des monstres » s'indigne le Dr Le Diem Huong après avoir donné naissance à un garçon dont les organes génitaux émergent du visage. »

Lire la suite de « Monsanto, l'Agent Orange et les Guerres Américaines », de RM Jennar, sur : [www.urfig.org](http://www.urfig.org)

## Un décret en faveur de ... Monsanto !

Le gouvernement vient d'interdire la diffusion d'information sur les produits naturels non homologués, sous peine d'une amende de 75 000 euros et jusqu'à 2 ans d'emprisonnement !

Ce décret du 1<sup>er</sup> Juillet 2006 vient à la suite de l'article L. 253-7 sur la loi d'orientation agricole n°2006-11, du 5 Janvier 2006, qui institue que « Toute publicité commerciale et toute recommandation pour les produits définis à l'article L. 253-1 ne peuvent porter que sur des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché et sur les conditions d'emploi fixées dans ces autorisations. »

Seules les grandes firmes peuvent payer les coûteuses autorisations (AMM) de mise sur le marché.

**L'Etat protège ainsi les intérêts des multinationales de la chimie qui, elles, peuvent faire librement de la publicité pour leurs produits hautement toxiques !**

L'Académie de Médecine publiait en août 1996, sous la plume du professeur Etienne Fournier, un rapport sur les conséquences sanitaires de l'amiante. Ce rapport niait les maladies hors exposition professionnelle et sous-estimait le rôle de l'amiante comme cause des cancers du poumon. Selon l'Académie, l'amiante ne présentait donc aucun danger, et elle continue de minimiser les risques des irradiation nucléaires, des OGM etc... Son président, le professeur Maurice Tubiana - par ailleurs président du Comité Scientifique de la COGEMA (la plus grande entreprise du nucléaire !) - affirmait: "Il est plus risqué de manger des produits issus de l'agriculture biologique non traités aux fongicides que des produits de l'agriculture conventionnelle raisonnée" (Le Télégramme de Brest du 12 Février 2000). On reconnaît aujourd'hui les maladies causées par l'amiante. Faudra t'il attendre autant pour découvrir les ravages causés par les OGM ?

Les firmes et le gouvernement nous assurent que les OGM cultivés dans nos champs sont sans dangers. A les entendre, nul ne peut mettre en doute le sérieux des administrations censées ne les approuver qu'après des contrôles absolument rigoureux et des preuves scientifiques irréfutables de leur innocuité.

Ce qui suit est un démenti cinglant de ce discours lénifiant. L'objet du démenti est la Food and Drug Administration (FDA), en charge aux Etats-Unis de veiller à ce que les produits alimentaires et pharmaceutiques destinés à être commercialisés soient sans dangers pour les consommateurs. Celle-ci est en effet en train de récolter les foudres de ses propres scientifiques, d'associations citoyennes et de consommateurs et de personnalités du Congrès américain.

Deux articles très bien documentés de l'Institute Science in Society (ISIS) de Londres rapportent sous les plumes de Sam Burcher et du Dr Mae-Wan Ho le déclenchement d'un feu nourri en direction de la FDA suite à la publication par l'Union of Concerned Scientists (UCS) d'un sondage démontrant « une influence politique omniprésente sur la science dans la FDA ».

### La FDA attaquée pour ses liens avec les firmes

Un article, *FDA Under Fire for Corporate Links that Compromise Science*, publié en ligne le 1 Septembre 2006 sur <http://www.i-sis.org.uk/FDACorporateLinks.php>, rapporte que 5918 scientifiques de la FDA ont été soumis à un sondage. 997 réponses à cet envoi ont été retournées. Un cinquième de ces scientifiques (18,4%) affirment « **qu'il leur a été demandé pour des raisons non-scientifiques d'exclure ou d'altérer des informations techniques ou leurs conclusions dans les documents de la FDA** ».

• **17% affirment qu'il leur a été demandé de fournir des informations incomplètes, inexactes ou trompeuses au**

**public, à l'industrie, aux médias .. ou à des représentants élus du gouvernement.**

• **40% redoutent des mesures de rétorsion à leur encontre s'ils se faisaient publiquement l'écho des inquiétudes quant à l'innocuité des produits approuvés.**

• **61% ont vécu des cas où des chargés de mission politique des Département de la Santé Humaine et des Services ou de la FDA ont interféré de manière inappropriée dans la détermination des actions de la FDA.**

Les conflits d'intérêts semblent miner la FDA et S. Burcher et le Dr Mae-Wan Ho s'interrogent : « Comment des médicaments comme le Vioxx peuvent-ils arriver sur le marché ? » Le Vioxx, en effet, produit par Merck §Co avait obtenu de la FDA l'autorisation de mise sur le marché. Pourtant, la firme a dû interrompre d'urgence sa production en raison d'une étude établissant le lien entre le doublement des risques d'accidents cardiaques et l'utilisation de ce médicament.

**Dix membres ayant des liens directs avec Merck faisaient partie du panel qui a approuvé le médicament!**

Le US Public Citizen Health Group (Le Collectif Citoyen pour la Santé) a découvert que **dans 73% des 221 examens de médicaments conduits entre 2001 et 2004, il existait un conflit d'intérêts financiers** : dans 73% des cas, (un ou) plusieurs membres du panel chargé de l'examen avaient des liens avec la firme cherchant à obtenir l'approbation.

Sur les 3000 membres de panels ayant œuvré entre 2001 et 2004, 1% seulement ont été disqualifiés en dépit de conflits d'intérêts substantiels, incluant des investissements dépassant les 25 000 US dollars, des prêts ou des contrats s'élevant jusqu'à 100 000 US dollars !

**La FDA délivre des autorisations de mise sur le marché de produits pharmaceutiques et alimentaires conventionnels ou génétiquement modifiés, lesquels sont aussi exportés.**

Extraits de: *La FDA dans la Ligne de Mire de ses Propres Scientifiques*—14 Sept 2006 [http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages\\_recus/US\\_FDA.htm](http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages_recus/US_FDA.htm)

Le peuple américain, comme le peuple européen, voue une confiance aveugle en ses institutions. Pourtant, le scandale des cultures génétiquement modifiées de plein champ est en train d'éclabousser les plus hautes instances de l'Etat fédéral américain. Il ne faudra pas longtemps pour qu'il parvienne à faire éclater la complicité de l'Union Européenne.

## **L'USDA démantèle sciemment le contrôle des cultures OGM**

**Un communiqué de presse du 8 Septembre 2006 issu du Centre for Food Safety (USA) affirme que "l'USDA (Le Département US de l'Agriculture) est en train de démanteler le contrôle des cultures génétiquement modifiées pour servir les intérêts de l'industrie des biotechnologies.** [http://www.centerforfoodsafety.org/GE\\_RicePR9\\_08\\_06.cfm](http://www.centerforfoodsafety.org/GE_RicePR9_08_06.cfm)

L'USDA a initié le 8 Septembre 2006 une procédure hâtive d'autorisation de la variété de riz LL601 génétiquement modifié (GM) responsable de la contamination du riz américain comme de celle découverte maintenant en Europe. La firme responsable, Bayer CropSciences, avait testé ce riz en plein champ entre 1998 et 2001, mais n'a jamais déposé de demande d'autorisation de commercialisation à l'USDA. En conséquence, **cette variété n'a subi aucun test sur ses impacts potentiels sur la santé et l'environnement.**

Le LL601 est une variété de riz génétiquement altérée pour résister à l'herbicide glufosinate.

Lorsqu'une firme mène des tests pendant cinq ans et ne cherche pas à obtenir de retour sur investissement, c'est qu'il y a forcément "un problème" avec cette variété. Pourquoi Bayer cherche donc à obtenir une autorisation maintenant? Simplement pour ne pas être tenue pour responsable et devoir assumer les coûts inhérents à cette responsabilité. Le USDA se fait donc le complice de Bayer et, malgré la présence illégale de LL601 dans les stocks de riz, l'USDA ne rappelle pas les stocks contaminés.

**L'USDA s'apprête à déréguler le riz GM LL601 de Bayer, afin de lui éviter d'avoir à payer pour les conséquences de la contamination, par sa variété, des stocks et cultures conventionnelles US et des stocks européens.**

Bayer souhaite obtenir l'autorisation de commercialisation de son riz LL601 (non approuvé), sur la base d'une dérégulation précédente concernant ses variétés LL62 et LL06.

En tant que citoyens européens, nous sommes concernés - autant que les citoyens US - par cette mesure. Par conséquent, **c'est à nous de manifester auprès de l'Union Européenne notre volonté de voir refuser toutes les importations de riz américain désormais presque entièrement contaminées par cette variété.**

**Ecrire :** Dr Guy Van Den Eede, Chef de l'Unité de Biotechnologie et des OGM du Centre de Recherche de l'UE, [guy.van-den-eede@cec.eu.int](mailto:guy.van-den-eede@cec.eu.int)

## **Bayer fournit le test pour détecter la contamination dans les stocks de riz.. !**

Dans un message du 25 Août 2006 adressé au Dr Guy Van Den Eede, Chef de l'Unité de Biotechnologie et des OGM du Centre de Recherche de l'UE, le Dr John Brian de GM Free Cymru reprend la déclaration de l'USDA concernant la validité du kit de détection et affirme "Il est clair que Bayer a conçu le test elle-même, a choisi les matériaux de référence à fournir, et a probablement fourni les caractérisations moléculaires qu'elle pense les plus appropriées pour son but. Ce but est de minimiser les responsabilités et pertes économiques de la firme".

[http://www.gmfrecymru.org.uk/open\\_letters/Open\\_letter24Aug2006.htm](http://www.gmfrecymru.org.uk/open_letters/Open_letter24Aug2006.htm)

En effet, quoi de plus simple si vous voulez éviter que l'on découvre que votre variété a contaminé pratiquement tout le riz à destination de l'exportation, si vous avez les syndicats de riziculteurs US prêts à vous traîner en justice, que de fabriquer un kit de détection si peu sensible qu'il ne détectera presque aucune trace d'OGM ?

C'est ce que vient de faire Bayer. Ce kit permettrait de tester une cargaison en 10 minutes. Le test a un niveau de sensibilité de 2%, alors que les tests de laboratoire ont un niveau de 0,1% ou 0,01%. Il a été évalué par le GIPSA ( le Bureau de l'USDA en charge de l'Inspection des Graines et des Stocks). Ceci permet d'éviter la détection d'un grand nombre d'échantillons contaminés et donc d'éviter à Bayer d'assumer ses responsabilités. .

[http://www.centerforfoodsafety.org/GE\\_RicePR9\\_08\\_06.cfm](http://www.centerforfoodsafety.org/GE_RicePR9_08_06.cfm)

GM Free Cymru est un groupe local de pression du Pembrokeshire (Wales-UK), qui milite pour garder le Pays de Galles (GB) sans OGM.

## INTERDICTION pour les PAYSANS IRAKIENS de SEMER LEURS PROPRES SEMENCES

Par une Loi du 13 Novembre 2004, les USA imposent les OGM aux Irakiens : ils sont désormais obligés d'acheter toutes leurs semences... à Monsanto.

Par le plus grand des hasards...

**6 membres de l'Administration BUSH ont des liens très étroits avec Monsanto !**

**Rien qu'une grande famille très unie..**

Avant d'être **Juge de la Cour Suprême**, **Clarence Thomas** était l'avocat de Monsanto.

Avant de devenir **Secrétaire d'Etat à l'Agriculture**, **Anne Veneman** était au Bureau de Direction de Calgene Corporation, filiale de Monsanto. A.V.

Avant de devenir **Secrétaire d'Etat à la Défense**, **Donald Rumsfeld** était au Bureau de Direction de Searle, filiale pharmaceutique de Monsanto.

Le **Secrétaire d'Etat à la Santé**, **Tommy Thompson** a reçu un don de 50 000\$ de Monsanto durant sa campagne pour devenir gouverneur du Wisconsin.

Les deux membres du congrès ayant reçu le plus de dons de Monsanto lors de la dernière élection étaient **Larry Combest, Président du Comité à l'Agriculture de la Chambre**, et **John Ashcroft, Procureur Général de l'Etat**.

(Source: Dairy Education Board)

Enfin, c'est une dirigeante de Monsanto, **Linda Fisher**, qui a été nommée **Administratrice adjointe de l'Agence US de Protection de l'Environnement** récemment. Elle a d'ailleurs occupé alternativement un poste chez Monsanto et un poste à l'Agence, de façon à valider au gouvernement les rapports qu'elle avait élaborés chez Monsanto.

**Signatures en ligne de la pétition pour une agriculture européenne sans OGM**, qui permettrait de demander un débat au parlement européen, sur:  
<http://www.giet-info.org/>

## Monsanto verse des pots de vin aux bureaucrates pour obtenir l'approbation de ses produits

Le 28 Novembre 2003, CBC News révélait que le gouvernement canadien allait recevoir des sortes de royalties des ventes du produit Monsanto Round up Ready Wheat. Les documents de CBC News montrent que Agriculture Canada a investi près de 4 million de dollars dans le développement du produit de Monsanto. Une partie de ces royalties seraient une injection directe de cash, mais la plupart seraient sous forme de rétributions payées aux chercheurs de Agriculture Canada qui ont travaillé au développement du blé génétiquement modifié. Si ce blé est un jour vendu, **le département touchera un pourcentage des ventes. Le fait que ce département soit chargé du contrôle des cultures GM ne pose pas de problème à ses représentants qui ne voient là « aucun conflit d'intérêt »**, l'Agence Canadienne d'Inspection de l'Alimentation, autre branche du département, étant chargé du contrôle.

Pourtant, Joe Cummins de l'Université de Western Ontario, Canada fait remarquer qu'il n'y a pas si longtemps, Monsanto a offert des millions aux bureaucrates canadiens pour obtenir l'approbation de son hormone de croissance bovine, sans recherches ni évaluations extensives...avec les conséquences que l'on sait. Le journal américain, dit-il, ne fait pas état des pots de vin versés, et de la dangereuse collusion d'intérêt qui s'instaure entre les firmes et les gouvernements.

## Monsanto offre \$50,000 pour un lavage de cerveau scolaire

Le 23 Juin 2003, un communiqué de PRNewswire rapportait l'annonce de Monsanto : la firme annonçait ce jour là son intention de verser 50,000 dollars à l'AITC, le Consortium pour l'Agriculture en Classe, un programme scolaire coordonné par le Département de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA), présent dans tous les états et territoires. Le président de l'AITC a félicité l'initiative de Monsanto – la première du genre – un « privilège », a t'il ajouté, qui permettra le développement de projets scolaires supplémentaires, tel que des programmes de biotechnologie, de botanique, ou d'agriculture et environnement. « L'enseignement des sciences est fondamental pour apprécier pleinement la contribution de l'agriculture à la société et nous pensons que l'AITC a pour mission d'éduquer la prochaine génération de consommateurs et des dirigeants de l'opinion à ces questions » a précisé Kerry Preete, le Vice Président de Monsanto.

## Monsanto est soutenu par la chaîne de TV FOX NEWS

Les journalistes Jane Akre et Steve Wilson ont intenté un procès à la chaîne Fox News: celle-ci aurait divulgué de fausses informations concernant le rBGH de Monsanto. Ils ont affirmé avoir subi des pressions pour diffuser ce qu'ils savaient être, documents à l'appui, des mensonges au sujet d'une hormone artificielle injectée dans les vaches à lait, avoir été renvoyés et menacés d'un rapport à la Commission Fédérale des Communications (FCC). Après un procès de cinq semaines en 2000, un jury décida unanimement qu'Akre avait été renvoyée simplement parce qu'elle avait menacé de divulguer à la FCC la diffusion d'une nouvelle mensongère. Fox News fit appel sur la base de l'argument selon lequel **il n'est pas techniquement illégal pour une chaîne de déformer délibérément les informations à la télévision**. Son raisonnement étant que puisque la loi prévoit une protection aux employés plaignants seulement s'ils ont à se plaindre de mauvais comportements à leur égard et enfreignant une « loi adoptée, une règle ou une mesure », les interdictions de distorsion d'information relèvent donc strictement de la politique de la FCC. La chaîne a été jusqu'à affirmer devant la Cour que « le Premier Amendement est suffisamment large pour protéger des mensonges avérés et des distorsion délibérées ». Les juges ont cependant rejeté cet argument.

(Source : Organic Consumers Association)

Aujourd'hui, l'UE doit payer une amende annuelle de 150 millions de dollars pour maintenir son interdiction sur la viande de bœufs nourris aux hormones. Les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en effet, placent les intérêts du libre-échange de l'agro-business au-dessus des préoccupations de santé nationale. Une autre plainte a été déposée à l'OMC par les USA, le Canada et l'Argentine contre l'UE qui ne termine pas son processus d'autorisation de cultures et de commercialisation de plantes GM assez vite à leur goût.

**Les pays européens sont donc pénalisés et doivent payer parce qu'ils refusent de s'intoxiquer avec le bœuf aux hormones ou les OGM !**

Selon F. William Engdhal, chercheur indépendant sur la mondialisation, « le panel des trois juges de l'OMC, dirigé par Christian Haberli - un bureaucrate du Bureau de l'Agriculture Suisse, a décidé que l'UE avait appliqué un moratoire 'de facto' sur les autorisations de produits GM entre Juin 1999 et Août 2003, contredisant ainsi les affirmations de Bruxelles selon lesquelles il n'existerait pas un tel moratoire. Les juges de l'OMC ont soutenu que l'UE était 'coupable' de n'avoir pas suivi les décisions de l'UE et d'avoir ainsi pris 'un retard indu' dans sa soumission aux obligations de l'OMC. » (Engdhal- *World Trade Order*- 29 Mars 2006)

## **Une affaire stratégique pour Washington**

« (...) **Briser les barrières de résistance de l'UE à la prolifération des cultures d'OGM a été une des priorités stratégiques des politiques de contrôle de Washington** depuis 1992. Georges H.W. Bush, le père de l'actuel Président, avait en effet émis un Ordre Exécutif proclamant que les plantes GM, telles que le soja ou le maïs GM étaient « équivalentes en substance » au soja ou maïs conventionnel et, par conséquent, ne nécessitaient aucune étude ou test spécial de sécurité sanitaire. Cette déclaration « d'équivalence en substance » de Bush père en 1992 a ouvert les vannes de la dissémination non réglementée des OGM dans le paysage agricole américain. Au nom des intérêts de Monsanto, Dow, Du Pont et autres, Washington a utilisé le fait que l'UE avait violé la doctrine américaine de l'équivalence en substance (!) comme base de sa plainte à l'OMC contre l'UE en 2003. » (...) « Tant que la deuxième des plus puissantes régions d'échange agricole du monde, l'UE, résisterait fermement à l'introduction de plantes GM non testées, la dissémination mondiale des OGM resterait stratégiquement grippée. Brisser le système de protection de l'agriculture domestique de l'UE centré autour de la PAC a donc été un objectif commercial et politique stratégique du gouvernement américain, et des firmes de l'agro-alimentaire basées aux Etats-Unis, durant ces dernières décennies. La création de l'OMC en 1995, un résultat des négociations de l'Uruguay Round du GATT dans les années 80, a ouvert la possibilité pour la première fois de contraindre l'UE à abandonner ses défenses sous la menace des sanctions Etats-uniennes.

Les négociations sur le commerce mondial, depuis la création du système monétaire de Bretton Woods après la deuxième guerre mondiale, se sont poursuivies à travers l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce (GATT), une série de rencontres commerciales sur des problèmes spécifiques des pays membres. En Septembre 1986, sous la pression des Etats-Unis, l'Uruguay Round du GATT fut lancé à Punta del Este. Le résultat fut la création d'une nouvelle agence privée internationale, l'OMC.

A la fin de 1994, le Congrès américain vota pour faire partie de l'OMC, le nouvel organe permanent de commerce établi par l'Uruguay Round du GATT. Il n'y eut pour ainsi dire pas de débat. Pour Washington, la question de savoir qui allait dominer ce nouvel organe était claire. Contrairement au GATT qui n'avait pas de pouvoir exécutif, et qui requérait l'unanimité pour voter des sanctions, l'OMC allait être dotée de pouvoirs forts de sanctions et d'application de ces sanctions. Plus important, la façon dont l'OMC prendrait ses décisions devait rester secrète, sans aucun contrôle démocratique. Les problèmes les plus vitaux de la vie économique de la planète devaient être décidés derrière des portes closes à Genève au siège de l'OMC ou à Washington ou Bruxelles. L'OMC pourrait choisir ses 'experts' à son gré et ignorer les preuves selon son bon vouloir. Dans le différent avec l'UE sur les OGM, trois des quatre experts scientifiques choisis initialement viennent d'institutions des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne, deux pays largement en faveur des OGM.

Deux ans plus tôt, en 1992, à la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) à Rio, 175 gouvernements membres des Nations Unies signèrent la convention sur le traitement sécurisé des OGM, un vote majeur de la communauté mondiale pour examiner les impacts économiques et sanitaires de la culture des OGM avant qu'ils ne puissent être autorisés dans un pays. Le gouvernement de Georges Bush Sr. s'opposa agressivement

6 ... à la CBD, soutenant que le Protocole de Biosécurité était inutile. **Sous l'accord de la CBD, un pays pouvait interdire les importations d'OGM. L'industrie des OGM, Monsanto, Du Pont et Dow US en tête, sabotèrent cet accord.** Un groupe de six pays contrôlant le monde et le marché Biotech – Canada, Argentine, Uruguay, Australie, Chili et Etats-Unis- firent passer en force une clause dans le texte de la CBD qui plaçait le Protocole de Biosécurité en position de subordination vis à vis de l'OMC. Ils stipulèrent que la limitation du commerce basée sur des préoccupations de biosécurité 'non prouvées' seraient considérées comme un 'obstacle à l'échange' tombant sous les règles de l'OMC !

Traditionnellement, la loi affirme qu'un nouveau produit doit faire la preuve de son innocuité avant d'être autorisé sur le marché. Cette règle de l'OMC place la responsabilité de la preuve non sur le producteur d'un nouveau produit GM, mais sur les victimes potentielles. Finalement, les Etats-Unis ont détruit le Protocole de Sécurité en refusant d'inclure le soja et le maïs, 99% de tous les produits GM, rendant le Protocole quasiment inutile concernant les problèmes sanitaires liés aux OGM.

L'OMC sert d'arme pour la puissante coalition de Washington et les puissants géants privés des OGM, Monsanto en tête. En 1992, Bush, sous les conseils de Monsanto et des firmes américaines géantes émergentes, a décrété que les organismes génétiquement modifiés étaient « équivalents en substance » aux semences conventionnelles pour le soja, le maïs, etc.. En tant « qu'équivalentes en substance », les semences GM n'avaient besoin d'aucun test spécial ou de contrôle d'impact sur la santé avant d'être mises sur le marché. Ceci a été crucial pour le futur de Monsanto et des autres lobbies OGM.

**Par Ordre Exécutif Présidentiel, les Etats-Unis ont défini les semences GM comme inoffensives et ne nécessitant par conséquent aucun contrôles de santé et de sécurité.** Les Etats-Unis s'assurèrent que ce principe soit transposé dans l'OMC naissant sous la forme de l'Accord Phytosanitaire et Sanitaire (SPS). Dans cet accord il est affirmé que '**Les normes et mesures sur l'alimentation visant à protéger les gens ou les animaux des épidémies peuvent potentiellement être utilisés comme des obstacles délibérés au 'libre-échange'**'. La plainte des Etats-Unis contre l'UE dans le différent présent sur les OGM porte sur la violation par l'UE de l'accord SPS de l'OMC.

D'autres règles de l'OMC comprises dans l'Accord sur les Obstacles Techniques à l'Echange (TBT) interdisent aux pays membres d'utiliser des normes ou des tests domestiques, des lois sur la sécurité alimentaire, des normes sur les produits, considérés comme des 'obstacles déloyaux à l'échange ».

**L'impact de ces deux dispositions de l'OMC mandatées par les Etats-Unis a été que Washington a pu poser la menace suivante : n'importe quel gouvernement restreignant les importations d'OGM, au nom des dangers possibles pour la sécurité et la santé de leur population, pourra être considéré agir en violation des règles de concurrence libre et non faussée de l'OMC !**

C'est ce qu'a fait le gouvernement américain, au nom de ses firmes privées de l'agrobusiness, contre les restrictions de l'UE sur les OGM.

A l'abri de l'Accord sur les Obstacles Techniques à l'Echange (TBT), les Etats-Unis ont affirmé que l'étiquetage des produits contenant des OGM n'était pas requis, puisque les plantes n'ont pas été « substantiellement transformées ». Cette affirmation feignait d'ignorer que dans le même temps Washington insistait pour faire admettre que les OGM, en raison du processus de génie génétique, sont suffisamment transformés, et donc 'non-équivalents', pour être brevetés comme des 'originaux', et protégés par les droits des brevets sur la propriété intellectuelle (TRIPS) de l'OMC.

### **L'Accord sur l'Agriculture**

Le cœur de la machinerie de l'OMC est l'Accord sur l'Agriculture (AoA), sous lequel la laine du mouton du 'libre échange' cache le loup du pouvoir de l'agrobusiness OGM privé. **Sous l'égide de l'AoA, les pays pauvres en voie de développement ont été forcés d'éliminer les quotas et les tarifs de protection, alors qu'au même moment l'Administration Bush votait un accroissement de ses subventions à l'agriculture américaine de 80 milliards de dollars.** L'effet brut a été d'autoriser le puissant monopole détenu par cinq semenciers commerciaux géants – Cargill, ADM, Bunge, Andre (anciennement) et Louis Dreyfus – à accroître extraordinairement le dumping sur les produits alimentaires, ruinant ainsi des millions de familles dans le monde, tout en maximisant leurs profits privés.

L'AoA de l'OMC ne tient pas compte de la réalité des marchés de l'agriculture qui sont qualitativement différents de, disons, le marché des voitures ou des CD. L'agriculture et la sécurité alimentaire nationale sont au cœur de la souveraineté d'une nation, et du devoir de celle-ci envers ses citoyens de subvenir à leurs besoins essentiels. A cet égard, l'agriculture est unique, de même que les droits liés à l'eau. 7

L'AoA a été rédigé par des géants de l'agrobusiness dominés par les Etats-Unis comme Cargill, ADM, Monsanto et Du Pont, pour servir les plans de ces firmes privées supranationales, dont le seul objectif est de maximiser leurs profits et d'assurer leur monopole sur les marchés, au mépris de toutes les conséquences humaines. Leur but est la domination du marché mondial du commerce de l'agriculture – 1000 milliards de dollars. L'auteur de l'AoA de l'OMC était Daniel Amstutz, un ancien Vice Président de Cargill Semences, qui était à l'époque au Bureau des Représentants du Commerce US de Washington, avant de retourner au commerce des semences.

### **Qui contrôle l'OMC ?**

Le contrôle essentiel des décisions de l'OMC, décisions qui ont le pouvoir de lois internationales et peuvent contraindre les gouvernements à renier des lois locales de protection de santé et de sécurité, est détenu par des intérêts privés, par un cartel de l'agrobusiness centré aux Etats-Unis. Il n'y a aucun contrôles démocratiques sur le pouvoir de l'OMC. Sur le papier, les décisions de l'OMC sont prises au consensus par les 134 pays membres. En réalité, quatre pays, menés par les Etats-Unis, décident de toutes les questions importantes liées à l'agriculture ou au commerce. Comme au sein du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale, Washington exerce un contrôle décisif derrière la scène. Et ce contrôle est exercé dans l'intérêt du cartel privé de l'agrobusiness. Les quatre pays contrôlant l'OMC, connues sous le nom des QUAD, sont les Etats-Unis, le Canada, le Japon et l'Europe. Au sein du QUAD, chacune à leur tour, les multinationales de l'agrobusiness exercent une influence et un contrôle, le plus clairement à Washington. (..)

Sous l'égide des règles secrètes de l'OMC, des pays peuvent mettre au défi les lois de restriction de leurs échanges d'autres pays. Le cas est alors entendu par un tribunal ou une cour de trois bureaucrates commerciaux. Ce sont souvent des avocats de firmes influentes, acquis aux thèses du 'libre-échange'. Les avocats n'ont pas de règles de conflits d'intérêts auxquelles ils devraient se plier, de telle façon que l'avocat de Monsanto peut instruire la plainte d'un intérêt matériel de Monsanto. De plus, il n'y a pas de règle indiquant que les juges de l'OMC doivent respecter aucunes lois nationales d'aucun pays. Les trois juges se rencontrent en secret sans révéler le lieu ni la date de leur rencontre. Tous les documents du jugement sont confidentiels et ne sont pas publiés à moins qu'une partie ne les révèle. C'est la vision moderne de l'Inquisition Espagnole, mais avec beaucoup plus de pouvoir.

L'UE a interdit l'importation de viande de bœuf traité avec des hormones de croissance et autres hormones, et les Etats-Unis ont déposé une plainte officielle. Il y eut un long rapport émanant de scientifiques indépendants qui montrait que les hormones ajoutées à la viande de bœuf étaient des 'causes de cancer'. Le panel des trois juges de l'OMC décida que l'UE n'avait pas présenté une argumentation scientifique 'valide' pour refuser les importations, et l'UE fut forcée de payer 150 millions de dollars annuels pour compenser la perte des profits américains.

Les puissants intérêts privés qui contrôlent la politique agricole de l'OMC préfèrent demeurer à l'arrière-plan en tant qu'ONG non médiatisées. Une des plus influente dans la création de l'OMC est une petite organisation peu connue du nom de IPC- le Conseil des Mesures sur les Echanges Agricoles et Alimentaires, surnommé le Conseil des Mesures Internationales (International Policy Council). L'IPC a été créé en 1987 pour mener un lobbying pour le GATT, lors des négociations de l'Uruguay Round, en faveur des règles de l'OMC sur l'agriculture. L'IPC demanda le retrait des barrières 'haut tarif' dans les pays en voie de développement, passant sous silence les subventions gouvernementales massives à l'agrobusiness aux Etats-Unis.

Un coup d'œil à la liste des membres d'IPC explique ce qui intéresse ses représentants. Le Directeur d'IPC est Robert Thompson, ancien Secrétaire Assistant du Département de l'Agriculture US et ancien conseiller économique du Président. On trouve aussi Bernard Auxenfans, Membre du Bureau de l'Agriculture Mondiale de Monsanto et ancien Directeur de Monsanto Europe S.A. ; Allen Andreas de ADM/Toepfer ; Andrew Burke de Bunge (US) ; Dale Hathaway ancien fonctionnaire de l'USDA et patron de IFPRI (US). IPC compte aussi dans ses rangs Heinz Imhof, directeur de Syngenta (CH) ; Rob Johnson de Cargill et du Conseil des Mesures Agricoles d'USDA ; Franz Fischler, ancien commissaire à l'Agriculture de la Commission Européenne ; Guy Legras (France), ancien Directeur Général à L'agriculture de l'UE ; Donald Nelson de Kraft Foods (US) ;

8 ... Joe O'Mara de USDA ; Hiroshi Shiraiwa de Mitsui&Co Japan ; Jim Starkey, ancien Assistant au Commerce US ; Hans Joehr, directeur de l'Agriculture de Nestlé ; Jerry Steiner de Monsanto (US) ; Les membres émérites incluent Ann Veneman, ancienne Secrétaire à l'Agriculture de l'Administration Bush et ex-membre du bureau de Calgene, créatrice de la tomate génétiquement modifiée Flavr Savr.

IPC est contrôlée par les géants de l'agrobusiness implantés aux Etats-Unis qui bénéficient des règles qu'ils ont écrites pour l'OMC. A Washington même, l'UDSA ne représente plus les intérêts des petits agriculteurs. C'est le lobby de l'agrobusiness mondial. L'UDSA est une porte tournante pour ces géants privés qui leur permet d'obtenir des mesures en leur faveur. Les mesures sur les OGM en sont l'exemple le plus probant.

### **Bruxelles est également dominée par le lobby OGM**

Le pouvoir de ces géants des oGM et de l'agrobusiness basé aux Etats-Unis s'étend au contrôle des mesures clé de la Commission Européenne à Bruxelles. Il est typique par exemple que l'ancien Commissaire à l'Agriculture de l'UE, Franz Fischler, soit un membre de la puissante IPC pro-OGM.

Pendant des années, **tous les experts agricoles de l'UE savaient que les mesures sur les semences n'étaient pas établies par les gouvernements nationaux mais par les cinq grands marchands privés de semences, chapeautés par Cargill et ADM.** Actuellement, le poids considérable de Monsanto, Du Pont, Syngenta et du lobby OGM s'est ajouté. Ceci apparaît clairement dans l'annonce récente d'un nouveau programme de l'UE, SAFEFOODS, un successeur du controversé projet pro-OGM ENTRANSFOOD. ENTRANSFOOD a été mis en place pour faciliter l'introduction des OGM sur le marché européen et engager ainsi l'industrie européenne (sic) dans une position de compétition.

ENTRANSFOOD, appelé maintenant du nom plus rassurant de SAFEFOODS, déclare combiner différents points de vue sur les OGM. En réalité, **son Groupe de Travail n°1, responsable des 'Tests de Sécurité des aliments OGM' consiste en représentants non pas des associations indépendantes de consommateurs, mais de Monsanto, Unilever, Bayer Corp., Syngenta et BIBRA International, un organe consultant proche de l'agrobusiness et de l'industrie pharmaceutique.** Le Dr Harry Kuiper, un scientifique néerlandais membre du groupe de sécurité des aliments OGM de SAFEFOODS à Bruxelles, est le Coordinateur de SAFEFOODS. Kuiper préside le Panel OGM de l'Autorité de Sécurité Alimentaire de l'UE. Il est aussi celui qui a mené la campagne d'attaques vicieuses pour discréditer le scientifique généticien, Dr Arpad Pusztai, qui avait osé dévoiler au public les preuves alarmantes de dommages sur les organes des rats nourris avec des pommes de terre OGM et qui fut licencié après intervention de Monsanto. (Dr Pusztai a été réhabilité depuis, NdT).

**L'OMC aujourd'hui n'est rien d'autre que le policier mondial au service du puissant lobby OGM et des firmes de l'agrobusiness qui lui sont rattachées.**

Avec le nouveau gouvernement allemand de coalition présidé par la Chancelière Angela Merkel et le Ministre de l'Agriculture Horst Seehofer supportant maintenant officiellement le rôle de l'Allemagne comme future leader des cultures biotech et des OGM, l'impact de la dernière décision de l'OMC en matière de sécurité alimentaire sur l'UE et au-delà a placé l'Europe, et donc la sécurité alimentaire du monde entier, en danger. »

Extraits de *WTO, GMO and Total Spectrum Dominance* de F.W. Engdahl.

<http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/index.html>

**Ce que la science révèle et que l'on ne nous dit pas,**

Lire: « OGM, SECURITE, SANTE »

de **Lilian Ceballos**, Pharmacien, et **Guy Kastler**, Paysan et Chargé de Mission à Nature et Progrès,

**Editions Nature et Progrès 2004**

**« Nécrotechnologies » ou comment les industries de la guerre ont pris l'agriculture en otage,**

Lire: « La Guerre au Vivant »,

textes de **Jean-Pierre Berlan**, Directeur de Recherche à l'INRA, **G.E Seralini**, **M. Hansen**, **P. Lannoye**, **S. Pons**,

**Editions Agone 2001**

## MOUTONS

Deux communiqués de Nouvelle-Zélande Sans OGM (GE Free NZ) d'Avril et Mai 2006 faisaient état :

\* De sérieux troubles médicaux, diarrhées et vomissements, chez les travailleurs récoltant le coton Bt génétiquement modifié ainsi que des réactions allergiques au pollen dans la population locale vivant près des cultures. Des travailleurs ont également souffert d'irritations et de cloques sur la peau laissant des traces de décoloration. Des recherches sur des petits pois GM par le CSIRO Australien ont aussi révélé des effets inattendus: la nourriture supposée sans danger a causé de graves réactions pulmonaires chez des souris.

\* De la mort de 1820 moutons et chèvres en Inde ayant pâture après la récolte dans des champs de coton Bt. Les décès des animaux sont survenus après sept jours de pâture continue des feuilles tendres et résidus de pieds de coton Bt demeurés dans les champs après la récolte.

<http://www.gefree.org.nz/press/09052006.htm>

## SYNGENTA

7 Août 2006: <http://www.scoop.co.nz/stories/PO0608/S00058.htm>

Un communiqué relate les **pressions exercées par la firme Syngenta sur la Food Standards Australia New Zealand (FSANZ)** (L'agence gouvernementale de contrôle de l'alimentation pour l'Australie et la Nouvelle Zélande) **pour que celle-ci autorise officiellement la contamination des cultures alimentaires avec des cultures OGM destinées à la production industrielle et pharmaceutique.** Syngenta fait ces démarches pour autoriser la contamination de la chaîne alimentaire par un maïs GM destiné à la production de bio-carburant parce qu'elle sait pertinemment que cette contamination va avoir lieu.

"Les firmes biotech reconnaissent ainsi qu'elles ont des systèmes inadéquats pour séparer les cultures GM non destinées à l'alimentation" commente Jon Carapiet de GE Free NZ (Nouvelle-Zélande Sans OGM) "Mais il apparaît qu'au lieu de prévenir la contamination en contenant leur production, elles veulent une autorisation du gouvernement de contaminer l'alimentation de façon à ne pouvoir être tenues pour responsables."

## Cry1 Ac dans le RIZ

**Greenpeace découvre du riz OGM illégal chinois dans nos assiettes:** Greenpeace révèle la présence de riz génétiquement modifié dans des produits alimentaires chinois vendus en France, mais aussi en Allemagne et en Grande-Bretagne. Ce riz transgénique (contenant la protéine **Cry1Ac**) n'a jamais été autorisé à la culture et n'a jamais été testé pour ses impacts sur la santé et l'environnement, dans aucun pays du monde. (5 Sept 2006)

## VACHES

Au moins **douze vaches laitières sont mortes en Allemagne après avoir été alimentées avec du maïs génétiquement modifié contenant un gène codant pour une protéine semblable à Cry1Ac** ("Cows ate GM maize and died", article paru dans Science in Society n°21).

## HUMAINS

**Cry1Ac** n'est pas la seule protéine transgénique Bt liée à de sérieux problèmes de santé. **Des dizaines de villageois sont tombées malades** dans le sud des Philippines, au moment de la floraison d'un maïs génétiquement modifié, porteur de Cry1Ab, en 2003, **et cinq sont morts depuis cette période** ("GM ban long overdue, dozens ill & five deaths in the Philippines", "Alors que l'interdiction des OGM n'a que trop tardé, on signale des dizaines de malades et cinq morts aux Philippines", article paru dans Science in Society N° 29)

## ANTICORPS MONOCLONAUX

**Produire des anticorps monoclonaux (mABs)** destinés au traitement de cancers dans du maïs va sans aucun doute contaminer nos approvisionnements alimentaires avec des mABs ainsi que les gènes humains ou humanisés codant les anticorps. **Ces médicaments entraînent souvent des décès** et les conséquences d'un test récemment pratiqué à Londres sur six volontaires sains ont été si graves que toute la communauté scientifique a été choquée.

Malgré cela, les cultures transgéniques contenant ces médicaments sont **testés en plein champ dans des lieux tenus secrets et le public ne soupçonnant pas leur présence y est exposé sans le savoir et sans son consentement.**

(Drug Trial Catastrophe & Safety of Secretly Tested Pharm Crops, Science in Society n°30)

## PLUS SUR LES MOUTONS

**Des milliers de moutons sont morts en Inde dans l'Andhra Pradesh, après avoir brouté du du coton OGM:** « Les moutons et les chèvres ont commencé à mourir après sept jours de pâture continue de feuilles tendres et de cosses de coton Bt (*Bacillus thuringiensis*) qui restaient dans les champs après la cueillette. Une étude a été menée par une équipe de recherche composée de cinq membres. (Deux d'Anthra, une O.N.G. travaillant aux questions de bétail – un scientifique vétérinaire, Dr. Ramesh et un chercheur, M. Apparao-, M. Jamalalah, secrétaire de l'Union des bergers d'Andhra Pradesh, et deux scientifiques du Centre pour l'Agriculture Soutenable travaillant sur les questions du coton Bt, M.S. Ramprasad, et M.G. Rajashekar). » <http://www.gmwatch.org/archive2.asp?arcid=6494>

## La techno-science comme remède à nos égarements...

Un demi-siècle d'agriculture intensive, à grand renfort de pesticides et d'engrais chimiques, a suffi à altérer durablement la qualité des sols, mais aussi de l'eau. De nombreux déséquilibres ont surgi et **un choix s'impose donc à nous : chercher à rétablir l'équilibre en cessant l'usage de la chimie en agriculture, ou bien faire appel à la techno-science pour résoudre les problèmes créés par les industriels et les scientifiques ?**

Pour les firmes et les industriels qui ont retiré des bénéfices colossaux de la fabrication et la vente de leurs produits toxiques, il est évident que la réponse est de demander à la techno-science de leur fournir de quoi continuer à alimenter leur pompe à fric. D'ailleurs ces firmes financent des recherches qui ne sont pas destinées à apporter des réponses aux besoins des êtres humains, contrairement à ce qu'elles affirment, mais essentiellement à fabriquer de nouveaux débouchés pour l'activité de ces firmes. La pénurie de fonds dans la recherche publique a également contribué à rendre les chercheurs dépendants des firmes.

Pour les agriculteurs et les consommateurs, la réponse est moins évidente. Qu'ont-ils à gagner dans tout cela ?

Quant aux hommes politiques, neuf fois sur dix, ils mettront leur réponse personnelle de côté si celle-ci compromet leur accession au pouvoir. Le citoyen lambda pèse moins lourd lorsqu'il s'agit de financer une campagne électorale, qu'un président de firme. Mais ce n'est pas la seule raison qui pousse les politiques à abonder dans le sens des firmes.

Lorsque nous sommes allés voir le député François Calvet par exemple (66), et nous lui avons demandé quelle serait sa position par rapport à la prochaine loi sur les OGM, il nous a répondu : « Franchement, je ne connais rien aux OGM, mais je vais me documenter ». Nous lui avons alors fourni des documents, un film, les pétitions des habitants. Quelques mois plus tard, nous avons appris – car il n'a pas répondu à nos courriers – qu'il s'est décidé en faveur de la coexistence entre les cultures GM et les cultures non-OGM ! Nous lui avons alors envoyé les résultats d'une expérience scientifique menée en Aquitaine, qui démontre la contamination autour d'un champ de maïs GM – jusqu'à 1,5km dans des ruches –, mais nous n'avons obtenu aucune réponse. Inutile d'attendre : l'UMP a choisi pour lui la ligne à suivre. Les lobbies des firmes produisant des OGM sont toujours là pour dire aux responsables des partis ce qu'ils doivent penser, et les chefs de parti sont là pour dire aux députés ce qu'ils doivent voter.

## Le mythe du progrès et du « savoir scientifique »

Au lieu de reconnaître leur incompetence à prendre des décisions sur des sujets dont ils ignorent en général à peu près tout, au lieu de reconnaître que la mission du politique n'est pas de déterminer des choix de société aussi cruciaux que ceux entraînant la dissémination des OGM, au lieu d'ouvrir un débat avec les scientifiques et les citoyens, la plupart des politiques ont fait leurs – sans aucun esprit critique – les arguments des firmes qui désiraient fortement imposer les OGM.

La perspective des profits était telle que celles-ci n'ont reculé devant aucun mensonge pour obtenir leur appui : les OGM allaient permettre de résoudre la faim dans le monde – et toute opposition à un si noble projet ne pouvait donc relever que de l'obscurantisme. Cet argument facilement débouté – la faim dans le monde est un problème de répartition et d'accès aux ressources –, c'est l'axe de la sacro-sainte compétitivité des pays qui a été utilisé : la France ne doit pas prendre de « retard », sinon elle ne sera pas compétitive dans le domaine des biotechnologies.

L'intox a fonctionné d'autant mieux que les technoscientistes ont proclamé haut et fort qu'ils maîtrisent les secrets de l'ADN et que, grâce à eux, il est désormais possible de tout bricoler pour faire encore mieux. A ceci près que cette vaste imposture cache une réalité moins glorieuse. Qu'a t'on décodé en fait ? Les séquences codantes de l'ADN. Mais l'ADN contient aussi des séquences non-codantes. Comme nos apprentis-sorciers n'ont pas su trouver à quoi servent ces dernières, ils ont décidé que cela ne sert à rien de décisif. C'est à dire que pour la plante, environ 70% des séquences ne servent à rien, et 98% chez l'homme ! Qu'à cela ne tienne, avec les 30% de séquences codantes de la plante, on arrive parfaitement à en créer une ressemblante. Pourquoi s'embarasser en ce cas ! Une démarche réellement scientifique aurait consisté à s'interroger et à continuer à explorer les mystères de l'ADN. Mais c'était sans compter avec les firmes aux abois, pressées de retirer des retours sur investissements de leurs recherches.

La tomate GM Flav' Savor, prétendument « équivalente en substance » aux tomates conventionnelles parce que, de fait, elle leur « ressemble », a par exemple été créée. Pour que la tomate frileuse puisse résister au froid, elle a été modifiée génétiquement avec un gène de carrelet, un poisson des mers froides. Mais qu'est-ce qui a ainsi été créé au juste ? Une chimère génétique, c'est à dire quelque chose qui ressemble à une tomate mais qui ne possède pas dans son ADN 70% du patrimoine génétique d'une tomate ordinaire. Comment cette tomate,

amputée d'une grande partie de son patrimoine entrera t'elle en interaction avec le reste du vivant ? Cette simple question n'a pas été jugée suffisamment pertinente pour freiner les ardeurs des promoteurs d'OGM. « On observera cela lors des cultures ». Mais les observations en laboratoire ne permettent pas de recréer toutes les interactions possibles du milieu naturel. On observe donc en plein champ. Et on laisse donc s'échapper de ces laboratoires à ciel ouvert des milliers de gènes modifiés qui s'en vont interagir de manière totalement imprévisible dans la nature. Ce faisant, on laisse la chaîne alimentaire être contaminée par des organismes que l'on commence à peine à « observer » - quand on se donne cette peine.

**En Mars 2003, 750 scientifiques internationaux ont envoyé une lettre ouverte ([http://www.atos.ouvaton.org\\_rubrique\\_Agriculture](http://www.atos.ouvaton.org_rubrique_Agriculture)) à tous les gouvernements pour leur demander instamment de stopper les essais OGM de plein champ. Pourquoi cette lettre n'a pas été relayée dans tous les médias ?**

**Pourquoi les « scientifiques » favorables aux OGM sont-ils ceux que l'on invite sur les plateaux de TV, à la radio, et dont les articles paraissent le plus souvent dans la presse ?**

### **La responsabilité, un fardeau encombrant.**

Les Etats-Unis, l'Argentine et le Canada ont été les premiers à se lancer activement dans les cultures OGM de plein champ dès la fin des années 90. Dès lors, la contamination dans ces pays n'a eu de cesse de s'étendre. Revenir aujourd'hui sur les décisions d'hier, signifierait assumer les responsabilités de cette contamination. Il n'est donc pas question pour les dirigeants et les firmes de ces pays de reculer d'un pas. Par ailleurs, la nécessité de maintenir leurs débouchés commerciaux d'exportation de denrées alimentaires exige que les autres pays acceptent de recevoir des denrées contaminées. Il est donc essentiel pour ces pays que l'Europe accepte une bonne fois pour toutes les OGM. A cette fin, les firmes ne reculent devant aucun moyen : vente « par inadvertance » de stocks de semences conventionnelles contenant en fait des semences GM. Lobbying intensif à Bruxelles pour obtenir des législations permettant la coexistence, pressions sur les gouvernements nationaux, corruption, etc...

Les premiers à avoir autorisé les OGM sur le territoire français furent Lionel Jospin et Dominique Voynet. « *En décembre 1996, la Commission européenne avait autorisé la commercialisation du maïs transgénique. Au début de 1997, Corinne Lepage, ministre de l'Environnement, avait obtenu du Premier ministre Alain Juppé l'interdiction de cultiver le maïs transgénique Bt Novartis. En juriste, elle nourrissait quelques soupçons à propos de l'unanimité des experts officiels et avait consulté des scientifiques indépendants – entre autres les professeurs Pelt et Séralini. Quelques mois plus tard, en novembre 1997, son successeur Dominique Voynet revenait sur cette décision et autorisait la culture de trois variétés transgéniques de Novartis. Deux organisations écologistes, Ecoropa et Greenpeace, déposaient alors un recours au nom du « principe de précaution ». En juillet 1998, le vice-président des Etats-Unis Al Gore téléphonait au premier ministre Lionel Jospin et lui faisait comprendre « l'importance de cette question pour les agriculteurs américains ». Le gouvernement autorisait aussitôt la culture de douze nouvelles variétés transgéniques, six de Monsanto et six de Novartis. » (JP Berlan- *La Guerre au Vivant*- Edit Agone 2000).*

**Reconnaître aujourd'hui que l'autorisation de cultures de plein champ, et de commercialisation des OGM a été une bévue historique dont les générations à venir vont devoir assumer les conséquences est un acte dont les politiques semblent incapables.**

Ceux qui prêtent leurs mains et leur savoir-faire à ces pratiques insensées, s'ils ont certes été manipulés au départ, ne peuvent maintenant invoquer leur ignorance de la réalité des OGM. **Si certains agriculteurs persistent, c'est uniquement parce qu'admettre qu'ils se sont trompés sur les OGM, reviendrait à admettre qu'ils se sont trompés depuis le début sur le mode d'agriculture qu'ils ont choisi de pratiquer.** Les OGM viennent pour eux « à la rescousse » de problèmes inhérents à l'agriculture productiviste intensive et chimique. **Que cette « solution » ne soit pas le moins du monde viable et crée beaucoup plus de problèmes que prévus est totalement occulté par les firmes.** Ne pas assumer leur responsabilité, là encore, est le cœur de leur adhésion irraisonnée aux OGM.

La fuite en avant constitue donc le refuge le plus sûr pour les firmes, les agriculteurs enrôlés et les politiques qui les soutiennent.

Et le consommateur dans tout cela ? Il est évidemment le dindon de la farce, mais il pêche quand même par sa placidité et son peu de propension à interpellier les politiques sur quelque chose qui le concerne en premier lieu : ce qui se trouve dans son assiette. Alors, espérons qu'il saura profiter de l'échéance de 2007 pour faire savoir clairement aux politiques que les OGM, c'est NON et qu'il est prêt à se battre pour que ce NON soit ferme et définitif.

# Que faire ?

## Adresses utiles

**Les collectifs locaux** : Pour les trouver, tapez les mots-clé sur Internet.

**Collectif des P.O :**  
**collectifantiogm66@voilà.fr**  
Tel : 04 68 92 02 63

**Nature et Progrès**  
Fédération Internationale de l' Agriculture Biologique  
63 Bd Gambetta, 30700 Uzès  
**np@natureetprogres.org**  
Tel : 04 66 03 23 40

**Monde Solidaire**  
Site : [www.mondesolidaire.org](http://www.mondesolidaire.org)

## Les OGM ne sont pas une fatalité

Seules quelques plantes (maïs, soja, colza, pois) sont contaminées à grande échelle. **Il est donc encore tout à fait temps** de stopper le processus de transformation du vivant à l'œuvre. **Mais il faut faire vite !**

Les arguments consistant à dire qu'il faut laisser la science travailler, expérimenter en plein champ, ne sont qu'un prétexte à instaurer la contamination. **Nous n'avons pas besoin des OGM dans les champs.** Les recherches en biotechnologies peuvent et doivent être menées en milieu confiné.

**Nous avons le pouvoir de refuser de consommer des OGM.** Pour cela, nous devons faire pression sur nos fournisseurs : **exiger une nourriture parfaitement exempte (0%) d'OGM et une garantie** contrôlée par des laboratoires indépendants.

**Les firmes ne produisent que ce qu'elles peuvent vendre ! Et nous sommes les consommateurs...**

**Elections 2007 : c'est le moment d'agir !**

**MENONS LA CAMPAGNE**

**« 2007 SANS OGM »**

**Nous avons le pouvoir, ici et maintenant, de mettre fin aux OGM !**

Il n'existe rien de tel qu'un « droit » à contaminer la planète. Ceux qui invoquent leur « liberté » de semer des OGM oublient que la liberté n'a de sens que si elle ne compromet pas les conditions mêmes de notre existence. Ils ont beau nier les conséquences de leurs actes, elles les rattraperont eux aussi.

Certains candidats, clairement, cautionnent les OGM. D'autres feront des « promesses » qu'ils ne tiendront jamais, car leur façon d'envisager la politique les condamnent à l'impuissance. Aussi, nous n'attendons pas de sauveurs autoproclamés. Les OGM constituent une menace sans précédent sur la biodiversité: ils compromettent la survie des générations futures. Nous ne pouvons pas leur laisser le soin de défendre hypothétiquement la vie de nos enfants, contre les puissants lobbies des biotechnologies.

Afin de prouver notre détermination, nous allons exiger des candidats qu'ils donnent dès maintenant, **AVANT** les élections, les preuves de leurs démarches pour obtenir un moratoire sur les OGM, au niveau national comme européen.

Afin de prouver notre détermination, nous allons informer et inciter le plus grand nombre à ne plus acheter aucun produit contenant des OGM ou des traces d'OGM.

Personne n'a le monopole de la lutte contre les OGM. Chacun peut prendre des initiatives dans son quartier, son village, constituer un groupe ou retrouver un collectif déjà constitué pour se faire aider.

2007 peut être l'année « Sans OGM » si chacun décide qu'il en sera ainsi, et agit dès maintenant.